

le goût de l'Histoire
de jean-claude zylberstein

NICOLAS WERTH

Le Communisme au village

La vie quotidienne des paysans russes
de la Révolution à la Collectivisation



NICOLAS WERTH

Le communisme
au village

La vie quotidienne
des paysans russes
de la révolution
à la collectivisation
(1917-1939)

PARIS
LES BELLES LETTRES
2023

www.lesbelleslettres.com

Retrouvez Les Belles Lettres sur Facebook et Twitter.

© 2023, pour la présente édition,
Société d'édition Les Belles Lettres
95, bd Raspail, 75006 Paris

ISBN : 978-2-251-45502-0

PROLOGUE

LA RÉVOLUTION AU VILLAGE

Dans les semaines qui suivirent la prise du pouvoir par les bolcheviks à Petrograd, le secrétariat du parti reçut des centaines de lettres de militants ouvriers partis porter la bonne parole et la bonne nouvelle dans les campagnes. Après avoir décrit, non sans condescendance, les « désordres », les « excès », « l'anarchie », les « pogroms » dont les campagnes avaient été le théâtre au cours de l'été et de l'automne, les militants réclamaient unanimement « de la littérature politique pour éclairer les masses sombres et incultes des villages », des « journaux et surtout le programme du parti bolchevique. » « Personne, écrivaient-ils, ne sait au juste qui sont ces gens, ni ce qu'ils veulent. On les appelle ici des "maximalistes", et on les confond souvent avec les membres des autres partis, aujourd'hui passés à la contre-révolution... » Le 25 octobre 1917, l'insurrection bolchevique avait renversé le gouvernement provisoire et vaincu à Petrograd. Mais les campagnes n'avaient pas été en reste. Les paysans avaient beau n'avoir jamais vu de bolcheviks, ils n'avaient pas attendu la chute du gouvernement provisoire né de la révolution de février pour faire, à l'échelle de leur village, leur propre révolution. Depuis avril, tandis que tous les regards étaient tournés vers Petrograd, où, pensait-on, se décidaient les destinées de la Russie, des

milliers de petites révolutions spontanées avaient éclaté dans les campagnes russes. Ces mouvements s'étaient pour la plupart développés indépendamment des événements politiques de la capitale et des conflits qui agitaient les villes et les usines, selon un rythme, des modalités et des mots d'ordre qui ne devaient rien aux partis révolutionnaires quels qu'ils fussent.

Les nouvelles de la révolution de février et de l'abdication de Nicolas II, colportées par des cheminots, des soldats en permission, des ouvriers rentrant dans leur famille pour Pâques, glanées au hasard des marchés, atteignirent bon nombre de villages avec deux, trois, voire quatre semaines de retard. Elles suscitèrent partout « la plus forte excitation et les plus grandes espérances ». « Nous n'avons plus de tsar, nous n'avons plus de comptes à rendre à personne. Le tsar renversé, les propriétaires fonciers sont f... », disaient les paysans. Sitôt la nouvelle connue, dans chaque village l'assemblée communale se réunit spontanément. Confiants dans le nouveau gouvernement, les paysans dictèrent aux hommes lettrés du village – l'instituteur, le curé ou le médecin – les vœux qu'ils formulaient pour eux-mêmes, comme les mesures qu'ils préconisaient pour le salut de la patrie.

« Nous exigeons l'instauration d'une république démocratique. Nous exigeons la réunion d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel, écrivaient sous la dictée les intellectuels du village. Nous exigeons des écoles gratuites pour nos enfants, nous exigeons des mesures en faveur d'une paix rapide et équitable, nous exigeons la suppression immédiate de tous les impôts, directs et indirects, et leur remplacement par un seul impôt, progressif, sur le revenu. Nous exigeons du gouvernement provisoire qu'il explique tout de suite pourquoi les magnats et autres possédants peuvent ne pas désirer défendre la patrie et échappent ainsi au service militaire, alors que nous, qui n'avons pas de terre, devons la défendre d'urgence, au péril de notre vie. »

Bien entendu, les paysans disaient avant tout leur impatience de jouir enfin librement de la terre natale, de ces milliers d'hectares que les grands propriétaires fonciers, faute de main-d'œuvre – plus de 10 millions d'hommes avaient été mobilisés depuis 1914 – laissaient en friche ou louaient à des prix exorbitants, tandis que la disette menaçait les villes.

La terre, « ce don de la nature et de Dieu », devait appartenir désormais à « ceux qui la travaillaient de leurs propres mains et qui l'aspergeaient de leur propre sueur ». Personne ne devait posséder plus que la quantité de terre qu'il était en mesure de cultiver lui-même, avec l'aide des siens. Les terres du tsar, des apanages, des monastères, des gros possédants devaient être confisquées et distribuées gratuitement, sans indemnités. La répartition devait se faire sous l'égide de la commune paysanne, compte tenu de l'importance des foyers, « eu égard au nombre de bouches à nourrir et aux bras dont ils pouvaient disposer ». En attendant, les loyers devaient être « considérablement et substantiellement abaissés » ; la vente des terres devait être interdite jusqu'à la résolution de la question agraire par l'Assemblée constituante.

Après avoir formulé leurs vœux, les paysans attendirent, confiants, la réponse du nouveau gouvernement. Certes, çà et là, quelques « excès » furent commis. On régla de vieux comptes : on chassa quelques fonctionnaires tsaristes particulièrement honnis ; on saccagea quelques domaines appartenant le plus souvent à des propriétaires portant des noms d'origine allemande. Mais, de façon générale, les désordres furent très localisés. En attendant, les paysans s'organisèrent à l'échelon du village, du canton, parfois même du district. Ils élirent des comités agraires, émanations des assemblées villageoises traditionnelles et reflets de cette démocratie directe, spontanée, égalitariste qui avait cours dans les campagnes déshéritées.

Cependant, au début du mois d'avril, l'attente d'une réforme agraire véritable commença à se manifester. Les paysans furent, dans l'ensemble, très déçus par la réponse des autorités de Petrograd à leurs revendications. Le gouvernement provisoire mettait en garde les paysans contre toute saisie illégale des terres. Seule l'Assemblée constituante, qui devait être élue « dans un proche avenir », serait habilitée à régler la question agraire. « Notre slogan, c'est la terre par la Constituante », répétait le ministre de l'Agriculture. Comme s'il avait été dans l'ignorance des aspirations paysannes, le gouvernement décréta la mise en place de comités agraires, composés en majeure partie de fonctionnaires, chargés « d'enquêter sur les désirs des masses paysannes et de collecter l'information nécessaire pour la réforme agraire ». Davantage préoccupé de régler le délicat problème du ravitaillement des villes que de promouvoir une véritable réforme agraire, le gouvernement réserva à des comités de ravitaillement, dont il avait soigneusement défini la composition, le droit de disposer des terres qui n'étaient pas mises en valeur. « Ainsi, les premiers actes des "révolutionnaires" de février visaient à protéger la propriété privée en dessaisissant les paysans du droit de prendre la terre. Ils la plaçaient sous le contrôle des nouvelles institutions nées à la ville¹. »

Tout en affectant une loyale obéissance vis-à-vis du gouvernement, les comités agraires décidèrent de passer à l'action. Sous prétexte d'aider les comités de ravitaillement à dresser l'inventaire des terres non cultivées, « en attendant la convocation de l'Assemblée constituante », les paysans s'approprièrent les terres en friche des grands domaines, « qu'ils se mettaient à labourer avec acharnement, négligeant leur propre lopin ». Ils se rendaient en masse dans les forêts appartenant aux grands propriétaires, se saisissaient de tout le bois qu'ils pouvaient emporter, lâchaient leurs bêtes sur les prés qui ne leur

appartenaient pas. Les comités adressaient de véritables ultimatum aux propriétaires fonciers. Ceux-ci étaient avertis que « les terres qu'ils n'auraient pas ensemencées par leurs propres moyens, dans un délai de dix jours, seraient placées sous le contrôle du comité et affermées, à un prix équitable, inférieur des trois quarts aux prix de 1914, aux plus nécessiteux, et en premier lieu aux veuves de guerre et aux familles des appelés ». Les comités expulsaient, non sans violences, les prisonniers de guerre qui travaillaient chez les propriétaires fonciers ; ainsi ces derniers ne pourraient-ils plus arguer de la présence de travailleurs agricoles pour prétendre conserver leurs domaines dans leur intégralité. Les comités interdisaient en outre aux propriétaires fonciers de vendre leur bétail, leurs réserves de céréales ou de bois, et bien sûr d'effectuer toute transaction immobilière. Le matériel agricole était confisqué et sa gestion confiée aux comités, qui le louaient à « ceux qui travaillaient la terre de leurs propres mains ». Parlant à la 2^e session du Grand Comité agraire réuni à Petrograd en juillet, un des représentants de la province de Penza analysait ainsi l'extraordinaire métamorphose qui s'opérait dans la paysannerie : « ... Quand vous rencontrez un paysan, il ne s'incline plus jusqu'à terre. Il ne vous dit plus comme naguère : "Pitié, Ivan Petrovic, ma famille meurt de faim, donnez-moi une demi-déciatine*." Non, il ne s'incline plus. Il vous dit maintenant : "A propos, dites-moi, combien de déciatines pouvez-vous cultiver par vos propres moyens ? Et en tenant compte de vos enfants ? Passez à notre réunion, ce soir, nous y partagerons la terre que vous possédez." Encore une fois, je vous assure que cela ne plaît pas aux propriétaires, non, cela ne leur plaît pas² ! »

Ceux-ci avaient beau envoyer télégramme sur télégramme aux commissaires du gouvernement, qui avaient remplacé

* 0,53 ha.

les gouverneurs tsaristes, aux députés et aux ministres, leurs appels de détresse restaient le plus souvent sans réponse. Le gouvernement provisoire, divisé, se bornait à condamner « toutes les mesures prises spontanément et illégalement par les comités agraires », mais hésitait à recourir à la force. En fait, l'État et ses institutions s'effondraient, comme entraînés par la chute du tsarisme. L'armée se décomposait, des milliers de déserteurs s'en retournaient dans leurs villages, semant le désordre et encourageant les paysans à se révolter contre l'autorité. Les rares troupes envoyées, tardivement, sauvegarder le droit de propriété refusaient de marcher contre les paysans.

Constatant qu'il n'y avait déjà plus d'État, que « la foi dans le droit » avait disparu, quelques gros possédants tentèrent de s'organiser et de résister par la force. Des unions de défense des propriétaires virent le jour dans une trentaine de provinces. Il en eût fallu moins pour déclencher un gigantesque soulèvement. En septembre-octobre, des milliers de gentilhommières et de manoirs furent mis à sac, pillés, incendiés, leurs terres remises « pour distribution » aux communes paysannes ; des centaines de propriétaires, qui n'avaient pas encore fui en ville, furent tués par une foule déchaînée qui renouait avec la vieille tradition des jacqueries, de la *Pougatchevschina*[†].

En rédigeant, le jour même de la prise du pouvoir par les bolcheviks, le décret sur la terre qui proclamait « l'abolition sans indemnité de la propriété privée et la remise de toutes les terres à la disposition des comités agraires locaux », Lénine eut l'habileté d'ajuster le programme de son parti aux nécessités de l'heure, de légaliser une situation acquise et de reconnaître un fait accompli. Ce faisant, il reniait le programme de son

[†] Pougatchev (1742-1775) dirigea une des plus grandes révoltes paysannes que connut la Russie, sous le règne de Catherine II, en 1773-1775.

parti ; il n'était plus question de « nationalisation », de « socialisation » des terres. Ce revirement, dicté par les circonstances – « au moins jusqu'à l'été 1918, admettait Lénine, notre pouvoir a tenu parce que nous nous appuyions sur l'ensemble de la paysannerie » – était ainsi justifié :

« En tant que gouvernement démocratique, disait Lénine, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des décisions des masses, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles. Mais, ajoutait-il, les paysans eux-mêmes apprendront où se trouve la vérité quand ils mettront la loi en pratique. La vie est la meilleure école, elle montrera qui a raison. »

Les paysans avaient indirectement, mais « objectivement », contribué au succès des bolcheviks. Les objectifs des uns et des autres divergeaient toutefois totalement. Pour les bolcheviks, citadins, souvent intellectuels, l'insurrection d'Octobre ouvrait « une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité ». Ils rêvaient d'exporter la révolution en Europe, de construire une nouvelle société, de bouleverser les rapports sociaux, de collectiviser les terres. Se rappelant ces années héroïques (1918-1919), un dirigeant bolchevique écrivait : « On considérait comme le bien suprême de nationaliser absolument tout, des grandes usines jusqu'aux salons de coiffure tenus par un seul coiffeur armé d'une tondeuse et de deux rasoirs, et jusqu'à la dernière carotte dans les magasins...³ ! »

Pour les paysans, la Révolution n'avait été qu'une jacquerie que le pouvoir n'était pas parvenu à mater. Ils ne se sentaient d'aucune façon redevables à qui que ce soit. Ils avaient fait eux-mêmes leur propre révolution. Désormais, elle était terminée, à peine commencée. Ayant restauré le vieil idéal de la possession individuelle associée à une éminente propriété collective, ils espéraient enfin, dans le cadre traditionnel de la commune paysanne, pouvoir jouir gratuitement de la terre équitablement distribuée à chacun, et vivre peut-être un peu

moins mal qu'auparavant. Entre bolcheviks et paysans existait un profond malentendu, qui allait rapidement dégénérer en conflit.

La réforme agraire dont les paysans avaient rêvé depuis des générations leur apporta certes des satisfactions immédiates, mais ses résultats furent décevants : dans la plupart des provinces, les paysans reçurent en moyenne moins d'un demi-hectare par personne. Pourtant ce ne fut pas là la cause principale de leur déception : chacun avait reçu un peu de terre, et la grande propriété foncière n'existait plus. Le mécontentement contre le nouveau régime se fit jour à partir du moment où celui-ci exigea des paysans qu'ils fournissent des soldats et du pain pour une révolution dont ils ne voyaient plus la fin et dont ils ne ressentaient plus le besoin. Les hommes qui avaient combattu, trois années durant, pour le salut de la patrie, rechignaient à se faire enrôler dans l'Armée Rouge pour lutter contre les Blancs. Surtout, les paysans refusaient de livrer, à vil prix, leurs produits aux villes, alors qu'il n'y avait plus rien à acheter, l'industrie ayant cessé de produire ce qu'il fallait au village. Les événements de 1917 avaient en effet achevé ce que la guerre avait commencé : la décomposition du système de production et d'échange. Au début de 1918, on ne trouvait plus sur les marchés ni tissu, ni produits en métal ; en outre, depuis 1914, les prix de la « manufacture » avaient décuplé. Dans ces conditions, se demandait le paysan, à quoi bon produire, à quoi bon posséder la terre s'il n'est pas possible de vendre à bon prix, d'acheter, de consommer ? Il avait refusé de céder ses produits aux comités de ravitaillement mis en place par le gouvernement provisoire. Pourquoi devrait-il maintenant aider les bolchevicks ?

La méfiance séculaire entre paysans et citadins réapparut plus forte que jamais. Les paysans soupçonnaient les gens des villes d'accaparer tous les biens manufacturés.

Pour eux, le citadin, c'était le fonctionnaire redouté, le commerçant voleur, le juif usurier, l'ouvrier paresseux qui ne travaillait que huit heures par jour. Les citadins, quant à eux, méprisaient les masses « sombres et obscures » des campagnes et les tenaient pour responsables de la disette qui sévissait dans les villes. Afin de ravitailler les villes et l'armée, les bolcheviks montèrent de véritables expéditions punitives contre les paysans. Ils dépêchèrent dans les campagnes des détachements alimentaires, composés chacun d'une centaine de citadins armés (et affamés), chargés de réquisitionner tout ce qu'ils trouvaient comme produits comestibles dans les villages. Pour découvrir les cachettes, les détachements alimentaires comptaient sur l'aide des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, auxquels on avait promis une part du blé confisqué aux paysans moyens et aisés. Cette tentative de diviser la paysannerie en groupes sociaux antagonistes fit long feu. La solidarité villageoise face à la ville était plus forte que les tensions qui pouvaient exister entre riches et pauvres. Les paysans tentèrent parfois de résister aux réquisitions par la force. Il y eut autant de révoltes agraires dans les provinces centrales de la Russie avant Octobre 1917 qu'après. Des milliers de paysans, refusant d'être enrôlés dans l'Armée Rouge, rejoignirent des bandes de déserteurs. La résistance paysanne prit le plus souvent une forme passive. De peur qu'on ne leur prenne tout leur surplus, les paysans réduisirent leurs emblavures de façon à ne récolter que ce dont ils avaient besoin.

A la guerre sociale, qui avait mis aux prises paysans et grands propriétaires, succéda un nouveau conflit qui, trois années durant, allait opposer villes et campagnes. Au début de 1921, les Rouges triomphèrent des Blancs. Mais la résistance paysanne, parce qu'elle était la résistance de la majeure partie de la nation – 3 Russes sur 4 étaient paysans – fut la plus forte. Lénine le reconnut au X^e congrès du parti bolchevique,

le 15 mars 1921 : « La paysannerie, dit-il, est mécontente de ses rapports avec nous, sous la forme qu'ils ont pris. Elle ne veut plus de cette forme et ne veut plus vivre comme maintenant. Sa volonté s'est exprimée de façon très nette. C'est la volonté de l'énorme masse de la population laborieuse. » L'impôt en nature remplaça les réquisitions. La Révolution semblait cette fois-ci terminée pour de bon. La N.E.P.[‡] était née. Elle permit enfin aux paysans d'acheter et de vendre plus librement, de se nourrir mieux, de souffler un peu.

La Révolution ne mit pas fin au conflit qui, de tout temps, avait opposé en Russie deux civilisations et deux cultures radicalement différentes, celle de la ville et celle de la campagne. Étrangère aux villes, réfractaire aux réformes, tapie dans la forêt immense, une civilisation paysanne originale s'était développée en Russie. Grâce à son isolement, la campagne, véritable *terra incognita* aux yeux du pouvoir central, avait pu préserver sa vie propre. « En Russie, écrivait Pierre Pascal, la campagne existe, elle n'a pas une vie secondaire, diminuée, réduite à quelques particularités curieuses, épisodiques. Elle a sa vie à elle, originale, totale et quotidienne, matérielle et morale⁴... » Le village ignorait tout du monde extérieur, sinon qu'il lui était hostile. Les paysans vivaient largement en autarcie ; leurs rapports familiaux étaient régis non pas par la loi, mais par la coutume. Ils avaient leur propre institution, la commune, leur propre conception du droit de propriété, leur propre idée des rapports sociaux, leur propre façon de raisonner et de s'informer, de comprendre et de pratiquer

‡ Nouvelle Politique économique. Elle dura de 1921 à 1928. Elle se caractérisa par l'existence, à côté d'un secteur nationalisé, d'un large secteur privé (commerce, artisanat, agriculture individuelle). Elle prit fin avec la collectivisation de l'agriculture.

le christianisme, leur propre vision du monde et de la morale. Cette civilisation paysanne traditionnelle ressortit intacte, et même consolidée, de l'épreuve de la Révolution. Tandis que les circuits économiques de production et d'échange se bloquaient, que les villes se vidaient de leurs habitants de fraîche date, qui regagnaient leur village dans l'espoir d'un sort meilleur, que les usines fermaient, que les institutions s'effondraient, le village, habitué à ne compter que sur lui-même, résistait à la tourmente et au chaos. La campagne était assez autonome pour se passer de la ville. Mais la ville, elle, ne pouvait survivre sans la campagne et sans les fruits du labeur paysan. Il importait donc au nouveau pouvoir de contrôler les campagnes, de les transformer, de les ouvrir sur le monde extérieur, de les inciter à développer leurs échanges avec les villes.

L'épreuve de force avec la paysannerie s'étant soldée par un grave échec, le nouveau régime tenta, au cours des années 1920, de transformer les campagnes d'une façon apparemment plus pacifique, par la révolution culturelle. Pour les bolcheviks, la civilisation rurale traditionnelle n'était que barbarie et crétinisme, et la culture paysanne qu'«une toile d'araignée tissée d'idioties». Il fallait remplacer tout cela par une civilisation industrielle et technicienne. On forma des instituteurs et des missionnaires athées pour lutter contre «l'emprise dangereuse et rétrograde de la religion», on créa des «centres de liquidation de l'analphabétisme», on instaura des soviets destinés à concurrencer les traditionnelles assemblées paysannes, on envoya des komsomols[§] régénérer les fêtes de village, on s'efforça de diffuser livres et journaux, on organisa des fêtes soviétiques nouvelles dans l'espoir qu'elles remplaceraient les fêtes religieuses, on mobilisa des

§ Jeunes communistes. Cf. *infra*, p. 171 sq.

communistes chargés d'éclairer les masses sur « le sens du mot U.R.S.S. », on tâcha de syndiquer les ouvriers agricoles et les bergers et de faire prendre conscience aux pauvres de « l'exploitation » dont ils étaient victimes de la part des riches... Toutes ces tentatives pour transformer la vie paysanne s'avèrent le plus souvent vaines face à la forte cohésion et à l'extraordinaire inertie du monde rural. La vie quotidienne des paysans russes des années 1920 nous révèle ce conflit de l'ancien et du nouveau. Elle témoigne surtout de la farouche résistance de l'ancien et de la dérisoire faiblesse du nouveau.

Devant cette résistance, le pouvoir réagit de manière brutale par la collectivisation forcée. Ce grand tournant de la vie paysanne allait être fatal à la civilisation et à la culture paysannes russes.

